

SOCIATION NATIONALE DES COMMUNAUTES EDUCATIVES

ulletin

no 5 novembre 1979

page 1 :

table ronde internationale à cap:
le travail comme moyen d'intégration
sociale 2ième partie
par emile hemmen



page 5 :

die rechte der kinder innerhalb
ihrer familien
2ter und letzter teil
von anne fromman

no spécial

décembre 1979

distribué gratuitement
aux membres et aux
abonnés

page 19 :

thesen zu einem heilpädagogischen
bildungsbegriff
emil e. kobi

prix de vente : 100 fr

ccp : 2977-67

page 21 :

groupe de travail "intégration"
égide urbain

Secrétariat: A.N.C.E.

82. route d'Arlon

CAPELLEN

tel: 30 92 32 et 30 92 33

TABLE RONDE INTERNATIONALE A CAP

2ième partie

Le travail comme moyen d'intégration sociale

par Emile Hemmen

Si le premier objectif de la formation professionnelle doit être l'intégration sociale du handicapé, indépendamment de ses limites, la réadaptation est nécessairement un aspect complémentaire et simultané d'un processus global et unitaire. Chaque étape de la formation doit donc se dérouler dans un milieu aussi ouvert que possible. Le centre de la formation professionnelle normal, les lieux de rassemblement social, les transports en commun, les entreprises, les communautés éducatives et la famille doivent devenir progressivement des agents privilégiés des actions de formation.

La réadaptation professionnelle doit avoir pour objectif de permettre à tous les handicapés, soit de travailler au sens ordinaire du terme, soit d'avoir une activité compatible avec l'état de chacun et devant lui permettre de ressentir, d'avoir conscience de sa propre dignité, de sa propre nature d'être humain, même si cette activité n'est pas productive au sens économique du terme.

La personne handicapée doit participer activement, dans la mesure du possible, à l'intervention dont elle fait l'objet en exprimant elle-même ses besoins et ses choix.

L'intégration dans des centres de formation professionnelle, qui s'inscrit dans la politique plus générale d'insertion des handicapés dans les structures de l'enseignement normal, devrait rencontrer les conditions et les structures susceptibles de favoriser l'intégration. Ces conditions, on pourrait les définir succinctement de la manière suivante :

- mise en oeuvre de programmes de formation globale et intégrée;

- acceptation fondamentale du handicapé par les formateurs du centre de formation professionnelle;
- travail interdisciplinaire et coordonné de toute l'équipe du centre;
- participation des élèves non handicapés à l'effort de réadaptation non par compassion ou dans le seul but d'aider, mais par l'action d'une véritable pratique de l'égalité;
- un équipement technique adéquat et l'aide de spécialistes;
- une adaptation des structures en ce qui concerne les locaux et les obstacles d'ordre architectural;
- un enseignement qui permet à tous les élèves, et donc également aux handicapés, de participer activement à leur formation, leur offrant des possibilités de développement des relations sociales des motivations et de la connaissance, indépendamment des déficiences mentales, psychiques, physique et socio-culturelles de l'individu.

Examinons encore rapidement les contenus et méthodes d'une telle action de formation. Il faut tout d'abord élaborer une méthode de formation souple et structurée, fondée non pas sur des catégories abstraites et des définitions générales, mais sur le handicapé considéré avant tout comme un être humain c'est-à-dire une individualité propre qui vit et travaille au sein d'une réalité sociale qui exige des réponses précises et spécifiques. Il convient surtout d'appliquer des méthodes et des techniques pouvant réveiller ce qui s'est " atrophié " au fil des ans, à cause soit d'un handicap réel soit de l'attitude erronée de la famille et des conséquences de la marginalité.

Une première phase préparatoire serait destinée à connaître et approfondir les problèmes de l'individu par rapport à son environnement, à ses possibilités et ses limites réelles. Cela vaut surtout pour les sujets les plus difficiles, dont les difficultés ne sont pas dues uniquement à un retard mental mais qui associent au handicap primaire des problèmes de personnalité.

L'objectif de cette phase serait également d'élever le niveau de socialisation, d'améliorer le développement psycho-moteur et d'évaluer les capacités physiques et productives réelles, de créer les conditions d'une approche préalable de l'expérience du travail. Les groupes sont formés en fonction d'un critère d'hétérogénéité en ce sens que l'on choisit des sujets différents par le sexe, le type de handicap, le niveau intellectuel et le degré d'intégration sociale.

Au cours de cette première phase on veut surtout offrir aux jeunes handicapés la possibilité de s'évaluer eux-mêmes ainsi que leurs propres capacités de travail, d'expression et de création. Sur la base des éléments mis en lumière au cours de la phase préparatoire, une hypothèse de travail individualisée et élaborée dont l'objectif est la formation professionnelle.

Le but de la deuxième phase est de préparer véritablement sur le plan émotionnel, social et professionnel, le jeune handicapé au travail. L'objectif qu'il faut atteindre est l'intégration dans le monde du travail, parmi les autres travailleurs, afin d'exercer réellement une activité professionnelle à l'intérieur d'un processus productif normal.

Tout ceci suppose également un rapport permanent et actif avec tous les éléments du monde du travail et en particulier avec les entreprises, avec les chambres professionnelles et les services compétents.

Notons que les stages d'essai professionnel en entreprise normale sont d'une importance fondamentale parce qu'ils permettent non seulement d'obtenir des résultats appréciables sur le plan des capacités professionnelles et de l'intégration, mais aussi d'affermir les rapports entre le centre de formation et l'entreprise sensibilisant ainsi en même temps les travailleurs aux problèmes de l'intégration au monde du travail.

Relevons dans ce contexte qu'une résolution adoptée par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, le 3 novembre 1977 lors de la 277e réunion des Délégués des Ministres, porte sur l'introduction " d'enclaves " pour personnes handicapées. On entend pour " enclave " un groupe de personnes handicapées travaillant ensemble sous une surveillance particulière dans un milieu de travail normal. Les enclaves doivent être destinées uniquement aux personnes handicapées nécessitant des conditions de travail protégé mais capables de travailler en collaboration avec des personnes valides.

L'emplacement de l'enclave devrait être conçu de manière à ce que les travailleurs handicapés ne se sentent pas exclus, en raison de leur handicap, des autres travailleurs.

Les " enclaves " doivent être soumises à une surveillance générale de la part de l'autorité compétente. Cette surveillance devrait viser :

- l'aptitude de la personne handicapée à être employée en enclave;
- le statut juridique du travailleur handicapé, le type de travail et la rémunération prévue;

- l'encadrement médical, social et psychologique des personnes handicapées;
- un contrôle des progrès des travailleurs handicapés en vue de leur complète intégration dans un emploi normal.

Enfin, une autre formule, pratiquée en Irlande, consiste dans une initiation du handicapé dans le monde du travail par un ouvrier adoptif. Cette initiation, d'une durée de 6 à 10 semaines, semble donner des résultats encourageants.

Le souci principal des responsables devrait être le rapprochement le plus possible avec la réalité. Autrement dit : la formation professionnelle ne doit pas se faire dans des " cours spéciaux " ou des écoles professionnelles réservées aux seuls handicapés aboutissant à des qualifications inutiles, totalement coupées du monde du travail, tant en ce qui concerne le contenu que les débouchés professionnels. Une telle conception de formation ne fera que renforcer et confirmer une marginalité déjà existante.

On doit reconnaître que les actions qui résultent de ces considérations doivent avoir un caractère réaliste, local et éducatif. Elles doivent être entreprises sans préjugés et doivent toucher les employeurs et toute l'opinion publique. C'est à cette condition seulement que l'intégration sociale par le travail pourra être obtenue car le formateur n'est qu'un médiateur dans le processus d'intégration, le vrai intégrateur, c'est l'ouvrier, c'est le public.

à suivre

DIE RECHTE DER KINDER INNERHALE IHRER FAMILIFN

Zweiter und letzter Teil

von Anne Frommann

2. Einige Gedanken über das Naturrecht, mit besonderer Bezugnahme auf den Anspruch des Kindes auf Fürsorge, Schutz und Selbstbestimmung.

Im Verlaufe unserer Ausführungen ist der Begriff " natürlich " wiederholt aufgetaucht - er soll die Beziehung zwischen Eltern und Kindern genauso umfassen, wie er verwendet wird, um die Grundlage der Rechtsordnung des Familienlebens zu beschreiben. Wenn ich - als Laie - einige Bemerkungen über den intellektuellen Hintergrund des Naturrechts mache, wo geschieht dies nicht, um Argumente abzusichern sondern ganz im Gegenteil im Hinblick auf ein besseres Verständnis der Realität, die voll und ganz dialektisch ist. Zuerst zum " Natürlichen " selbst. Einerseits umfasst dies die Idee von : gesetzlich, berechenbar, normalerweise mit diesem und keinem anderen Ergebnis; andererseits deckt es auch die Bedeutung von : friedlich, frisch, neu, noch unberührt von jeder möglichen Korruption. Diese beiden Gebiete der semantischen Auslegung, die wir vom Zeitalter der Aufklärung geerbt haben, das hier wieder wie so oft auf Prototypen aus der Antike zurückgreift, wurden von Ernst Bloch wie folgt charakterisiert :

" Regelmässigkeit war der Inhalt der bürgerlichen Mechanisierung, Unbeflecktheit der Inhalt des bürgerlichen Protests - gegen den Feudalismus, aber auch gegen die eigne innere Zerrissenheit und mechanische Lebens- und Denkweise." (" Naturrecht und menschliche Würde", Seite 74)

Auf das Verhältnis Eltern-Kinder angewendet, könnten auf dem Naturrecht basierende Argumente sehr wohl verwendet werden, um die Beziehungen der Zugehörigkeit und Intimität innerhalb der Familie zu beschreiben, zu vergegenständlichen, zu definieren und darzustellen, also den definierten Raum sozusagen auch das " Wesen " dieser Beziehung, denn - Kinder sind auch heute noch das natürliche

Produkt ihrer Eltern, und Familien sozusagen natürliche Einrichtungen, bevor sie zu sozialen werden. Daher kann die Ungerechtigkeit, also die ärgste Art der Vorenthaltung von Vorrechten, die Nichtzugestehung der Chancengleichheit, oder die Vernachlässigung, als Naturrecht getarnt werden, genauso wie die "Regelmässigkeit" der Entwicklung des Kindes oder die natürliche Eigenheit von Frauen dazu verwendet werden können, Abweichungen nach einem fast gesetzlich anmutenden Mechanismus, das heisst den sogenannten kausale eindimensionalen Wechselbeziehungen, als Abirrungen zu identifizieren, und sie als "unnatürlich" zu verwerfen. Andererseits enthält der Begriff des "Natürlichen", auf Kinder angewendet, auch Protektionsidee des Jungen, undefinierten, Beweglichen, noch nicht Abgehärteten und daher leicht Verwundbaren, das von uns allen Unterstützung und Hilfe verlangt, da Kinder in der vordersten Schusslinie der Zeit stehen.

Wie sieht dann aber die Beziehung zwischen Verwundbarkeit und dem Gebot der Freiheit und Anerkennung der möglichen Wünsche des anderen aus, mit allem auf seine eigene Art fertig zu werden? Wie das Verhältnis zwischen Selbstbestimmung und Fürsorge, zwischen der zunehmenden Emanzipation von der Familie und den Banden, die einen auch weiterhin an sie knüpfen? Hier ist es durchaus vorstellbar, dass in einem relativ erfolgreichen Leben ein untrennbares Ineinander und Miteinander von Gegenkräften als rythmisches Gewoge akzeptiert wird, dass die einzelnen Pole aber "polarisiert" sind, also zu einander in Widerspruch geraten, wenn ein schwerer Konflikt entsteht. Das gleiche gilt für das Recht auf Fürsorge und Schutz, nicht durch das Recht auf Selbstbestimmung erfasst wird, zum Beispiel eine Zehnjährige ihren von der Mutter geschiedenen Vater nicht sehen will, er aber überzeugt ist, dass er seine Tochter vor allzu einseitigem Einfluss schützen muss. Wie viele Gefahren können Eltern eingehen, um es ihren Kindern zu ermöglichen, ihre eigenen Erfahrungen zu machen, oder nur weil sie nicht in primär "pädagogischen" Kategorien denken, ohne dabei ihre Pflicht zu vernachlässigen, ihren Kindern Leitung und Weisung angedeihen zu lassen? Sicherlich kann ein jeder von uns Beispiele geben, die er selbst erlebt und unter denen er selbst gelitten hat.

Die Gemeinschaft zwischen Kindern und Erwachsenen kann sich sehr wohl im zweiten Sinne des Ausdrucks "natürlich" entwickeln, also durch immer neue und verschiedene Prozesse, wenn eine lebhaft gegenseitige Beziehung besteht, die Entwicklung und freien Spielraum gestattet. Dann wird es möglich, gleichzeitig für das Wohlergehen

des Kindes und seine individuellen Rechte zu sorgen. Aber oft ist dies unmöglich. Dann ist es ganz besonders wichtig, dass man sich mit allen Kräften um eine Differenzierung zwischen zwei verschiedenen Arten von Druck bemüht - wie dies zum Beispiel in den Niederlanden der Fall ist-: ... " Pädagogischer Druck macht sich selbst überflüssig und zielt auf die Selbstbestimmung des Kindes ab - das ist das Paradoxon^{des Drucks}, der die Freiheit begünstigt. Dem pädagogischen Druck entgegengesetzt haben wir den nicht - pädagogischen, sogenannten kontra-agressiven Druck, der sich aus dem Schema von Schuld und Sühne ergibt, und der bestenfalls zu sklavischer Unterordnung und unkritischer Anpassung führt." (van Halm und de Kort in : AGJ Publikationen Nr. 69, 1974, Seite 52) - Aus dieser Unterscheidung ziehen die Autoren den Schluss, dass es nicht möglich und auch nicht richtig ist, sämtliche nur mögliche Arten von Druck vollständig aus der Erziehung zu verbannen, sondern nur den kontra-agressiven (ich glaube nicht, dass der Ausdruck " kontra-agressiv " eine glückliche Wortwahl ist, da die Idee dahinter scheinbar die ist, dass er als eine Vergeltungsmassnahme gegen Druck beabsichtigt ist, also als eine Strafe mittels Agression). Jugendliche sollten das Recht haben, die Unterstützung eines Gerichtshofs anzurufen, wann immer ein solcher unpädagogischer Druck auf sie ausgeübt wird.

Der Unterschied zwischen diesen beiden Arten von Druck differenziert gleichzeitig zwischen Ungleichheit und Unterordnung, Abhängigkeit und Dominiertsein. Vor allem auf Grund der Tatsache, dass in diesen Unterscheidungen die Trennungslinie ständig vergessen wird , ist es wichtig, sich an folgendes zu erinnern : Kinder brauchen die Erwachsenen und sind von ihnen abhängig, sie haben nicht die gleiche Kraft, sie sind aber nicht p e r n a t u r a untergeordnete und dominierte Menschen, und falls sie dies dennoch sind, so kann ihre Sklaverei jedenfalls nicht durch ihren existentiellen Unterschied zum Leben des Erwachsenen erklärt werden. Der Unterschied bleibt viel eher entscheidend bezüglich Richtung, Zielsetzung und Emanzipation.

3. Die Rechte der Kinder innerhalb ihrer Familien

Der Plural " Rechte " erhält jetzt erst seine eigentliche Bedeutung : es gibt 8 verschiedene Arten von Kinderrechten, die es mir möglich machen, mittels einiger Hinweise zu interpretieren, was mit der Erklärung der Kinderrechte beabsichtigt sein könnte .

- 3.1 Das Recht darauf, erwünscht zu sein
- 3.2 Das Recht auf materiellen Unterhalt
- 3.3 Das Recht auf Erziehung
- 3.4 Das Recht auf Bildung und Berufsausbildung
- 3.5 Das Recht darauf, nicht diskriminiert zu werden
- 3.6 Das Recht auf Kontinuität
- 3.7 Das Recht auf wachsende Selbstbestimmung
- 3.8 Das Recht auf Lebenssinn

3.1 Das Recht darauf, erwünscht zu sein

Das Recht darauf, erwünscht zu sein, oder jedenfalls nicht gegen den ausdrücklichen Wunsch einer Frau empfangen und geboren zu werden, ist neu. Ich sollte es eigentlich als eine Forderung im Rahmen der Frauenrechte, nicht der der Kinder sehen, und in der hitzigen Diskussion über Empfängnisverhütung und Abtreibung wurde immer wieder darauf hingewiesen, dass es die Pflicht der Frau sei, sozusagen als "Gastgeberin" das empfangene Kind aufzunehmen und auszubilden, da die Kinder ein Recht darauf hätten, zu leben. Zu dieser enorm schwierigen und vielschichtigen Frage möchte ich nur folgende Bemerkung machen: es ist wohl kaum vorstellbar, dass ein Mensch den Wunsch haben könnte, als unerwünschtes oder überflüssiges Wesen zu leben. Wir müssen daher erst einmal abwarten, ob die Tatsache, ob der einzelne für seine Familie ein Wunschkind ist, was seinerseits jedoch wiederum durch zahlreiche und teilweise ausserhalb der Familie gelegene Faktoren beeinflusst wird, im späteren Leben des Kindes ständig von Belang bleibt, oder ob es eine Art Ausgleich dadurch findet, dass man innerhalb der erweiterten Familie erwünscht ist, also in der Öffentlichkeit, in der Gemeinschaft, die ebenfalls das Los des einzelnen beeinflussen kann - sowohl positiv als auch negativ.

Da in Europa die erste überwiegend gewünschte, oder besser so geplante Generation von Kindern heranwächst, sollten wir bald in der Lage sein, einige Schlussfolgerungen zu ziehen. Es bleibt aber der drückende Verdacht bestehen, dass die Verwaltung der "Kinderpfründe" doch nicht den Sieg über das Gespenst der Kinderfeindlichkeit wird hinwegtragen können. Die rationelle Planung war bisher nicht in der Lage, ein Gegengewicht gegen das Irrationale zu setzen, das den Beginn des Lebens umgibt. - Wie dem aber auch sei, die Forderung der Kommission, die das Internationale Jahr des Kindes in der Bundesrepublik vorbereitet hat, scheint gerechtfertigt. Sie hat

Ansichten in die folgenden Worte gekleidet :

" Da die Verwirklichung des Konzepts der Wunschkinder eine partnerschaftliche Familienplanung voraussetzt, müssen sich Elternstudienprogramme über die Sexualerziehung in verstärktem Masse auch an den Mann wenden. "

3.2 Das Recht auf materiellen Unterhalt

Das Recht auf materiellen Unterhalt ist das Gegenstück zur elterlichen Fürsorgepflicht . Hier sind wir an der materiellen Grundlage und am harten Kern der Eltern-Kind-Beziehung angelangt : Die Unterhaltspflicht der Kinder obliegt in erster Linie den Eltern, zögernd nur nimmt der Staat teil, indem er Kinderbeihilfen gewährt, indem er ein für die Familie günstiges Steuersystem anwendet, indem er Wohnungen baut usw. Der materielle Unterhalt ist eine Pflicht der Eltern, für die^{die} Kinder nicht den Gegenwert in Dienstleistungen erbringen - wenn das je der Fall gewesen sein sollte. Es handelt sich um Beiträge zu dem grossen Gesamtbereich, der als Verlust zu verbuchen ist. In diesem Zusammenhang muss auch das Verbot der Kinderarbeit genannt werden, das nicht schwer einzuhalten ist, da auf Grund der Rationalisierung in Industrie und Verwaltung besonders die jungen Menschen ohnehin immer mehr von Arbeitslosigkeit heimgesucht werden. Das Gesetz entspricht verschiedenen Interessen, und so wird auch die Verlängerung des Schulpflichtalters für Kinder verlängert. Der Fall des grauen Marktes für Pflege - und besonders Adoptivkinder ist komplizierter. Es ist nicht gestattet, einen gewinnbringenden Handel mit Kindern zu treiben. Stellt man anderen Adoptivkinder zur Verfügung, ohne dabei das Jugendfürsorgeamt einzuschalten, kann man in der BRD im Gegensatz zu den professionellen Heiratsvermittlern strafrechtlich verfolgt werden, die ihrem Gewerbe offiziell nachgehen können. Die Entwicklung des Pflegegelds innerhalb der letzten paar Jahre beweist auch, dass moralische Grundsätze uns davor zurückschrecken lassen, mit Kindern oder durch Kinder Geld zu verdienen : die monatlichen Zuschüsse müssen so klein gehalten werden, dass sie unmöglich einen Anreiz dafür darstellen können, dass man sich nur aus finanziellen Gründen um ein Pflegekind bemüht. Während man als Erzieher oder Kindergärtner ein Gehalt bezieht, wird das Pflegegeld nur als Ausgleich für Ausgaben bezahlt. Die Tätigkeit der Pflegeeltern ist ähnlich den Bemühungen und Anstrengungen der biologischen Eltern " unbezahlbar " .

In der Bundesrepublik Deutschland stösst die elterliche Unterhaltspflicht gelegentlich auf den Wunsch der wirtschaftlich unabhängigen Kinder, von zu Hause auszuziehen, und auf das Recht der Eltern ein entscheidendes Wort über das Wohin mitzureden. Es ist durch verständlich, dass auch in Zukunft spannungsgeladene Konflikte zustehen sein werden. Wer kommt für die Ausgaben auf, die ein Sohn hervorruft, der in einer Wohngemeinschaft leben will : seine Eltern, die ihn viel lieber und billiger zu Hause unterbringen könnten, die Behörden, für die eine Mangelsituation in der elterlichen Erziehung die Voraussetzung für jedes amtliche Eingreifen ist ? Mangel an Chancengleichheit für die Jugend ist jedenfalls unerreichbar, solange die Unterhaltspflicht der Eltern höher eingestuft wird als das Recht des jungen Menschen auf den selben Unterhalt. Für die Erziehungsberechtigten wird auch heute noch das Sprichwort angewendet : " Solange Du Deine Füße unter meinem Tisch ausstreckst" - die Fortsetzung, der zweite Teil des Satzes allerdings wird meistens ausgelassen.

3.3 Das Recht auf Erziehung

Das Recht auf Erziehung wurde in Deutschland bereits seit 1909 ausdrücklich festgehalten, und zwar im ersten Artikel des Jugendfürsorgegesetzes. Andere Staaten haben einen ähnlichen Wortlaut. Dieser Anspruch auf Erziehung wird noch immer nicht als "Klagbar" betrachtet und ist auch nicht " gesetzlich definierbar ", was bedeutet, dass niemand sagen kann, wie das Recht der Kinder als der zu erziehenden Personen in spezifischen und wirklichen Situationen aussieht. Erziehungsziele wurden immer von Erwachsenen festgesetzt, und die Meinungen der Kinder waren nie einer Meinung. Natürlich besteht zuerst einmal eine Diskussion über die allgemeinen Ziele, sozusagen über dem Niveau der Streitigkeiten, als da sind Menschlichkeit, Verantwortungsbewusstsein, Selbstvertrauen usw. , sobald man aber dazu übergeht, die Reihenfolge der Prioritäten zu diskutieren, beginnen auch schon die Streitereien. Ich kann mich nicht des Verdachts erwehren, dass die Erwachsenen, die diese Ziele keinesfalls selbst erreicht haben, eine ideologische Vorherrschaft auf diesem Gebiet einrichten oder zu gründen versuchen. Dies lässt sich sehr wohl an Hand der Erziehungsträger Gehorsam und Dankbarkeit beweisen, die jahrhundertlang Kinderpflichten pervertiert wurden, und neben denen die noch in der Gegenwart eine unabkömmliche Autorität steht. Und doch sind Werte wie diese stetig geworden, gerade weil sie Werte sind. Vielleicht befinden

uns nun wirklich auf dem Weg zu einem Rechtsanspruch auf Erziehung, der klagbar ist, als eine Begleiterscheinung und ein Bestandteil des Heranwachsens, mit der Verhütung unnötigen Leidens (vgl. Ellen Key), und der Bereitstellung ausreichender Anreize und lohnender Perspektiven, zu Beginn einmal, aber nicht ausschliesslich, nur in den kleinen Dingen, im geschützten Raum unseres täglichen Lebens.

3.4 Das Recht auf Bildung und Berufsausbildung

Das Recht auf Bildung und Berufsausbildung wird oft mit dem Recht auf Erziehung genannt. Ich behandle es getrennt, erstens einmal, weil hier der Staat und andere Institutionen bereits in einem relativ frühen Stadium eingreifen (in Deutschland bricht fast jede Mutter in Tränen aus, wenn ihre Kinder zum erstenmal in die Schule gehen, die farbigen Papptüten voller Süssigkeiten gestopft), und auch, weil es sich effektiv und ganz klar um verschiedene Ziele und Inhalte handelt. Die Vorbestimmung durch die verschiedenen gesellschaftlichen Schichten liegt offen. In den meisten europäischen Ländern sind die elterlichen Wünsche nicht mehr der einzige entscheidende Faktor bezüglich Schulbildung und Berufswahl, sondern es gibt jetzt den Triumph des objektivierbaren Leistungstests : Tests sind entscheidend, jeder hat bezüglich des Tests die gleichen Möglichkeiten. Wird so die Welt den Fähigen, den Effizienten zufallen ? Und doch ist auch hier wieder das zu Hause sehr weitgehend entscheidend für Motivation und Effizienz, Interessen und Arbeitssysteme der Kinder, vor allem aber dafür, wieviel Freiheit, Entspannung oder sogar Widerspruch sie sich " leisten können ". Auch wenn dies kein biologisch bestimmtes Erbe ist, sondern eine frühe und stete, genauso wichtige Formung, sollte es nicht ein Recht auf kompensierendes Lernen und kompensierende Ausbildung geben ? Die ganze Diskussion um Einheitschulen und schulische Sozialarbeit führt in diese Richtung. Aber bisher wurde noch nicht sehr viel verwirklicht.

Die freie Berufswahl scheint mir sogar noch mehr von der Realität entfernt zu sein. Abgesehen von den soeben beschriebenen entscheidenden Einflüssen, spielen hier die makro-sozialen Faktoren ihre Rolle, also die Beschränkung der freien Berufswahl durch die wirtschaftlichen und sozialen Bedingungen, die ganze Gebiete prägen (wie zum Beispiel das Saarbecken mit seiner industriellen Monoproduktion). Daneben galt und gilt es immer noch, die elterlichen Wünsche oder ihren ausdrücklichen Willen zu berücksichtigen, das

Wohlergehen des Kindes auf ihre eigene Art und Weise zu beeinflussen. Der Gesetzgeber hat hier, allerdings bisher vollkommen erfolglos, versucht, professionelle Berufsberater zuzuziehen, die allerdings natürlich das durch die makro-sozialen Umstände bedingte Lemma nicht überbrücken können.

Scheinbar kann sich unsere Gesetzgebung auch nach mehreren der Reformdiskussion nicht dazu durchringen, dem Recht des Jugendlichen, für und über sich selbst zu entscheiden, einen höheren Wert abzumessen. Am weitesten geht man dabei in den Plänen, die Art Schlichtung für den Fall vorsehen, dass Eltern und Kinder über Beruf und Ausbildung nicht einig werden können. Dabei taucht allerdings sofort die Vermutung auf, dass weder Eltern noch Kinder die Abwägung der notwendigerweise eher egozentrischen Wünsche der Kinder gegen ihre objektive Befähigung zu einem Beruf und die ökonomische Notwendigkeit zugestanden wird. Meiner Meinung nach wird hier auch jeder Schlichtungsausschuss überlastet sein, so er nicht ebenfalls Einsicht in die Aufteilungsquote der Berufswünschen nehmen kann.

3.5 Das Recht auf Nichtdiskriminierung

Das Recht auf Nichtdiskriminierung muss dem entsprechenden Recht der Erwachsenen abgeleitet werden. Auch sie sollten dieses Schutzrecht in Anspruch nehmen können. Wenn dies nicht der Fall ist, so leiden die Kinder gemeinsam mit ihnen unter dieser Situation. Bei Kindern ist eine soziale Gruppe in verstärkter marginaler Position, die noch doppelt gefährdet ist, wenn es sich zum Beispiel um Nachkommen ethnischer Minderheiten, sozialer Randgruppen oder um Kinder von Eltern handelt. Denn Kinder sind an sich schon eine Randgruppe (" er ist ja noch ein Kind, wissen Sie "), und für diejenigen unter ihnen, die dem weiblichen Geschlecht angehören, trifft dies in ganz spezifischer Masse zu. Diese Tatsache wird bereits von verschiedenen Seiten anerkannt, aber es wurde noch keine gemeinsame Strategie entwickelt, mit der eine Änderung herbeigeführt werden könnte. Ganz im Gegenteil, seit Rezession und Restriktionen wieder verstärkt an Einfluss gewonnen haben, ist die Diskussion über die Ausweitung von Erziehungs- und Bildungsmöglichkeiten für Kinder viel ruhiger geworden. - In der Bundesrepublik wurde während der letzten fünf Jahre recht viel für die Gruppe der unehelich geborenen Kinder getan ; ihre Rechtsstellung ist gestärkt worden, aber die negativen Wirkungen werden nur zögernd zur Kenntnis genommen. Die Gruppe

alleinstehender Frauen (unverheiratet, geschieden, verwitwet) mit Kindern wird ständig grösser ; so lebte 1976 jedes zwölfte Kind in einer Familie mit nur einem Elternteil, die trotz zahlreicher Bemühungen - die auch von verschiedenen Interessengruppen unternommen wurden - nicht wirklich in der Lage waren, die Diskriminierung als Halb-Familien oder Familien zweiter Klasse zu überwinden. So ist es zum Beispiel bisher noch nicht gelungen, gesetzlich eine öffentliche Garantie für den Unterhalt des Kindes zu erreichen. Die Idee - die bisher noch nicht verwirklicht wurde, ist die, dass dem verantwortlichen Elternteil ein Unterhaltszuschuss bezahlt wird, und dass die entsprechenden kreditgewährenden Behörden das Geld wenn nötig von dem anderen Elternteil zurückfordern. Der Staat würde somit als Garant für den zahlungsunfähigen Elternteil fungieren. Dabei liegen materielle und soziale Bewertung so nahe beieinander wie auf allen anderen Gebieten. Bisher aber hat das Kind als " Privatangelegenheit ", wenn es nicht den Schutz einer " intakten " Familie genießt, bei seinen Selbstbehauptungsversuchen noch keinen Erfolg gehabt - wie sollte es auch.

3.6 Das Recht auf Kontinuität

1973 veröffentlichten Josef Goldstein, Anna Freud und Albert Solnit in New York ein in Teamarbeit verfasstes Buch mit dem Titel " Jenseits der besten Interessen des Kindes ". Ein Jurist, ein Psychoanalytiker und ein Kinderpsychiater verfassen hier den möglichen Wortlaut eines Gesetzes, das auf einer psychologischen Kategorie aufbaut, nämlich dem Zeitbegriff des Kindes, und auf eine pragmatische und anspruchslöse Lösung abzielt, nämlich " die am wenigsten schädliche Alternative " für all jene Kinder, die ihr " erstes natürliches Heim " bei ihrer Mutter - ihren eigenen Eltern - verloren oder nie gehabt haben. Als Kinder, und je jünger sie sind, umso mehr erleben sie in einem kurzen Zeitabschnitt, das bedeutet also, dass sie es erlebend aufnehmen und in sich festigen, sind sie in einer schwierigen Familiensituation existentiell gefährdet, und es ist schwerer für sie, zu warten, auf später getröstet zu werden, oder sich selbst zu trösten, und am allerwenigsten können sie ein provisorisches Leben leben - all dies natürlich im Vergleich zu Erwachsenen in einer ähnlichen Lage. Seit beträchtlicher Zeit bereits sind Erlebnisse und Taten im Hinblick auf die Wahrheit mit dem Alter des Zeugen abgestimmt worden, wenn diese zum Beispiel Kinder

vor Gericht aussagen sollen.

Gleichermassen sollte dieses andere Zeiterlebnis rechtliche Auswirkungen auf Bindungen haben, zum Beispiel für den Fall von Scheidung oder Sorgerecht, und vor allem, wenn ein Kind in eine bekannte Umgebung kommt wie zum Beispiel zu Pflegeeltern oder in ein Heim, oder wenn es adoptiert wird.

Die Autoren - und ich stimme ihnen durchaus zu - sind in der Ueberzeugung, dass die Differenzierung zwischen biologischen und psychologischen Eltern nützlich ist, wenn klar zum Ausdruck gebracht werden soll, dass der wichtigste Faktor, also das effektive Eltern-Kind-Verhältnis, keine biologische Grundlage braucht (wohl es "normalerweise" darauf aufbaut). Daher sind in einer Konfliktsituation alle Intervenienten berechtigt, unter Verwandten und Nichtverwandten nach der am wenigsten schädlichen Alternative zu suchen, die definiert wird wie folgt:

" Die am wenigsten schädliche Alternative wird bestimmt durch die Aktionen, mit denen ein Heim für das Kind gefunden werden soll, die unter Berücksichtigung des Zeitbegriffs des Kindes die Chancen des Kindes steigern lassen, erwünscht zu sein und anerkannt zu werden und die es ihm möglich machen, eine vorbehaltlose und andauernde Beziehung mit wenigstens einem Erwachsenen zu erreichen, der dem psychologischen Vater bzw. die psychologische Mutter für das Kind oder wird. " (§ 10.6 des vorgeschlagenen Gesetzes bezüglich der Ausfindigmachung eines Heims für Kinder).

3.7. Das Recht auf wachsende Selbstbestimmung

Wir sind nun zum Recht auf wachsende Selbstbestimmung vorgeschritten, dem dynamischsten aller Rechte der Kinder innerhalb ihrer Familien, wie wir bereits gesehen haben, als wir kurz von der niederländischen Reformdiskussion sprachen. Dort wurde der Versuch unternommen, dem Gesetz, das immer zu starr ist, gleitende, wachsende (" gemeinsam wachsende ", " mit-wachsende ") flexible Bestimmungen zu entringen. Eine ähnliche Formulierung wurde zu Beginn der 70er Jahre von einem deutschen Familienrechtsexperten, Gerhart Huber, gegeben: " In einem Gesetz für den Aussengebrauch, das dem Kind seinen Weg zu einer selbstvertrauenden Persönlichkeit zeigen und ihm diesen Weg ebnen soll, ist die Tendenz zur Auflösung inhärent. Um die spezifische Bedeutung der elterlichen Vollmacht zu berücksichtigen, muss daher in all jenen Bereichen des Lebens, in denen die rechtliche Interkommunikation nicht eines genormten Ma-

stabs bedarf, eine in Phasen abgestufte Verringerung der elterlichen Vollmacht akzeptiert werden." - In der Schweiz wurde dies 1974 formuliert wie folgt :

" Die Eltern sind, was das Wohlergehen des Kindes betrifft, für seine Pflege und Erziehung zuständig und treffen wenn nötig vorbehaltlich der Fähigkeit des Kindes, selbsttätig zu werden, an seiner Stelle Entscheidungen. Sie gestehen dem Kind bei der Gestaltung seiner eigenen Lebensform soviel Freiheit zu, wie dies seiner Reife entspricht, und zollen seinen Ansichten in wichtigen Fragen so viel Achtung, wie dies ratsam ist." Es ist die Pflicht jedes einzelnen und aller Schichten der Gesellschaft, dem grossen Nachholbedarf im Hinblick auf dieses Gesetz zu füllen, das hier schon formuliert wird, als wäre es de facto bereits in Kraft. Insoferne ist hier das Gesetz die " Vorhut ", der Pionier.

3.8. Das Recht auf Lebenssinn

Schliesslich bleibt uns noch eine kurze Bemerkung über das Recht auf Lebenssinn, Aussichten, Erfüllung, Schönheit, Spiele, Wert. Dieses Recht ist am wenigsten einklagbar, bindet aber als Ausgleich dafür die Kinder am engsten an die Erwachsenen, oder besser gesagt, die Kinder kommen den Erwachsenen in diesem Recht am nächsten. Hier endet das Recht, das Grenzen setzt und Beziehungen regelt, hier beginnen Verpflichtungen, die genauso gut abgeleitet werden können aus dem gegenseitigen einander Ausgesetztsein wie aus der Pflicht der Gemeinschaft, über den einzelnen zu wachen. Diese Pflicht, über den anderen zu wachen, könnte ebensogut beschrieben werden als die Aufgabe des Wächters auf dem Turm, des Piloten oder des Fährmanns, was ausdrücken soll, dass man seine Erfahrung nicht dazu einsetzt, Jüngere zu beherrschen, sondern ihnen zu helfen und zu nützen. Die Eltern, oder der jeweilige Elternteil, können und sollen diese Pflicht für ihre Kinder erfüllen, aber auch an den Eltern geht die Gefahr nicht vorbei, sich zu verirren oder zu verlaufen, zu zweifeln oder zu resignieren. Das Recht auf Lebenssinn durchbricht die Privatsphäre der Familie genauso, wie es sie erst schafft. Im Hinblick auf dieses Recht sind Eltern und Kinder gleichwertig, aber die Erwachsenen müssen die Verantwortung dafür tragen, dass die Kinder dieses Recht auf Lebenssinn nicht beraubt werden.

4. Das eigentliche Versprechen der Kindheit, nämlich das Versprechen der Zukunft, und seine Folgen für das gegenwärtige Leben der Erwachsenen

Zum Schluss meiner Ausführungen möchte ich auf das eigentlich Versprechen der Kindheit, nämlich das Versprechen der Zukunft eingehen, und auf die Forderungen, die sich daraus für die Gesellschaft der Erwachsenen ergeben. - Ich möchte diese Versprechen der Zukunft im Zusammenhang damit behandeln, dass wir unsere selbstbezogene Betrachtungsweise der Dinge überwinden, das heisst also, den anderen als anders anerkennen. Ich behandle dieses Versprechen auch in Zusammenhang mit der Möglichkeit, Solidarität durch Individualismus und Selbstbestimmung zu erreichen, eine Solidarität, die genauso weit entfernt ist von unbewusstem Kollektivismus wie von rücksichtslosem Liberalismus, eine Solidarität zwischen Menschen, von denen jeder den anderen ohne zu viel Selbstverleugnung erreichen kann. Welche Zusammenhänge können wir in diesem Stadium bereits beobachten? Das alte "gewinnbringende" Kollektiv von Eltern und Kindern ist in den meisten europäischen Ländern zusammen mit der Grossfamilie und ihrer Patriarchalstruktur untergegangen. Hand in Hand mit dieser Entwicklung sind Kindheit und Jugend immer mehr zu einer eigenen Welt geworden, mit spezifischen Institutionen und der drohenden Isolation innerhalb der Gesellschaft. Aus ebenbürtigen Mitgliedern bestehende Gruppen nehmen für alle Altersklassen ständig an Bedeutung zu. Auch in ihnen entwickelt sich etwas wie eine familiäre Innenwelt, die sich von der Aussenwelt zurückzieht, die jedem Fall als fremd und nicht dazugehörig und somit als feindlich betrachtet wird. Das Spannungsgleichgewicht zwischen diesen verschiedenen Welten wird schwieriger, stärker gefährdet, kostbarer und weniger selbstverständlich. Die Bemächtigung anderer und die Entscheidungsgewalt über sie scheinen heute vielen von uns unzeitgemäss - ob trotz oder wegen der subtilen Beherrschungsmethoden von Maschinen, Medien, Ansichten sei dahingestellt - , sie scheinen unzeitgemäss, gefährlich und verboten. Auch der Liberalismus mit seinem Recht der individuellen Selbstbestimmung trifft hier auf seine Grenzen, und zwar auf ganz klar gezogene, wenigstens was seine ethischen Absichten betrifft. Die neue Partnerschaft zwischen verschiedenen Menschen, und besonders zwischen Menschen verschiedener Altersgruppen, bedarf einer emotionellen, noch mehr aber einer rationalen, wenn nicht überhaupt wissenschaftlichen Ausleuchtung. Nur so kann sie den hohen Anforderungen gerecht werden, die verstärkte Bemühungen im Hinblick auf Wechselseitigkeit, Gegenseitigkeit und Selbstbeherrschung fordern, damit ein Dialog möglich wird. Um dies mit einem Beispiel zu belegen: für die meisten Angehörige

aller Altersgruppen bleibt ein Wert unumstritten : dass es den Menschen möglich sein muss, mit einander zu sprechen. Ein anderes Element, nämlich das des Planens, des im Geiste des Erdenkens, scheint uns von immer ausschlaggebender Bedeutung, wenn wir bewusst als Mitmenschen mit den anderen leben wollen. Die Gegenseitigkeit zwischen verschiedenen Menschen muss immer zuerst festgesetzt, " bei behalten " werden, bevor sie gelebt und ihr Versprechen eingelöst werden kann. Und eben aus diesem Grund kann nur die Ausrichtung auf die Zukunft, wie sie von Kindern und Erwachsenen gemeinsam ins Auge gefasst wird, zu dem Ergebnis führen, dass Kinder ernst genommen und doch gleichzeitig ihrem Alter entsprechend gefördert und geschont werden.

Wenn jede Gesellschaft ihren Kindern die Kindheit gewährt, die ihrer materiellen Produktionsgrundlage und andererseits ihren Hoffnungen und Wünschen entspricht, dann stellt die Charta des Kindes, die uns vorgelegt wird, einen Bruch mit dem Ausbeutungsverhältnis in der menschlichen Gesellschaft sowie mit der Ausbeutung innerhalb der Familien und Gruppen dar. Andererseits birgt diese Charta für uns auch die Möglichkeit in sich, den Kollektivismus zu überwinden, der den Menschen verachtet, der Gesetze schaffen will für alle Erfordernisse und Unzulänglichkeiten, und tut doch nicht dem Naturrecht des einzelnen Abbruch, wieder in einen zynischen sozialen Darwinismus zu verfallen. (Denn auch im Kollektivismus hat der Stärkere mehr Rechte : der einzige Unterschied besteht darin, dass dies dem Wohlergehen der Gemeinschaft zugeschrieben wird, das den Starken braucht und ihn daher " belohnen muss ".) Die persönliche, individuelle Achtung braucht einen Ort der Zuflucht, wo Kinder und Eltern nicht um ihr Leben und ihren Fortschritt bangen müssen, den sie aber gemeinsamen sozialen Aufgaben öffnen können, in denen sie so - wie St. Exupéry es ausgedrückt hat - gemeinsam in eine Richtung blicken können. In dieser Definition scheint der unterprivilegierte Status der unteren Schichten und der Randgruppen nicht berücksichtigt zu werden, und das gleiche gilt für die Gefährdung ganzer, grosser Bevölkerungsgruppen, in der sogenannten " Dritten Welt " zum Beispiel. Nur Menschen, deren Auge nicht getrübt ist durch Furcht, Aggression und Not können sich einen gemeinsamen Blick in eine Richtung leisten, nur Menschen, die nicht ihre Verzweiflung dazu treibt, sich ständig im Kreis zu drehen, oder durch ihren Hass getrieben etwas zerstören, das sie sich nicht einmal ein einziges Mal genauer angesehen haben. Insofern setzen die Rechte der Kinder de facto voraus, dass die Erwachsenen jeweils ihren gegenseitigen Grundrechten

die entsprechende Achtung entgegenbringen. Andererseits wird ein Erwachsener umso leichter in der Lage sein, sich so zu verhalten, je mehr sein eigenes Recht auf Achtung, wie Korszack es nennt, in seiner Kindheit berücksichtigt wurde.

In der schweizerischen Gesetzgebung und auch in dem - bisher noch nicht in das Gesetz übernommenen - Alternativentwurf des Kindheitsrechts, der von der Liga Deutscher Juristinnen ausgearbeitet wurde, gibt es allgemeine Klauseln, die als eine Art Regler für die Beziehungen zwischen Eltern und Kindern innerhalb der Familie gedacht sind.

In der Schweiz : " Eltern und Kinder sind einander den gegenseitigen Respekt schuldig, den das Wohlergehen ^{der Gemeinschaft} verlangt."

Die Liga Deutscher Juristinnen (1977) : " Eltern und Kinder müssen gegenseitige Achtung vor ihrer Menschenwürde haben und die freie Entwicklung der Persönlichkeit eines jeden Mitglieds des Familienverbandes voll berücksichtigen."

Wir befinden uns noch immer auf dem Weg zur Familie des Menschen. Und es ist uns nicht möglich und auch nicht gestattet, von diesem Wege abzuweichen, denn dies würde bedeuten, dass das furchtbare, warnende Sprichwort wahr würde : " Freiheit stirbt zentimeterweise."

Kinder sind bei der Geburt nur einige Zentimeter gross, und sie wachsen langsam, Insofern kann das Sprichwort in dem Sinne ausgelegt werden, dass "Kinder das Mass sind, mit dem sich die Freiheit in einer Gesellschaft abschätzen lässt." Und der Grad, zu dem wir unseren Kindern Rechte zugestehen, ohne sie gleichzeitig mit die Rechten der Vernachlässigung auszuliefern, ist auch bestimmend für die Hoffnungen, die wir selbst uns auf Freiheit machen können. Nun haben wir Zeit - weder das Jahr noch das Jahrhundert des Kindes sind bereits ausgelaufen.

Thesen zu einem heilpädagogischen Bildungsbegriff

ERIL E. KOBIL

Heilpädagogik (auch: Sonderpädagogik, Behindertenpädagogik) beschäftigt sich mit der Erziehung und Bildung von behinderten und von Behinderung bedrohten Kindern und Jugendlichen.

Die differentielle Heilpädagogik umfasst folgende Sparten:

- Körperbehindertenpädagogik
- Sehgeschädigtenpädagogik
- Gehörgeschädigtenpädagogik
- Geistigbehindertenpädagogik
- Lernbehindertenpädagogik

Nicht die Behinderung als solche, sondern die sich hieraus häufig ergebenden Einschränkungen der Bildbarkeit und die Erschwerung der Bildbarkeit und Erziehbarkeit stehen im Zentrum der Problematik. Zwar kennt auch die Heilpädagogik behinderungsbezogene Therapien; sie steht jedoch mehrheitlich vor der Aufgabe, in Fällen bleibender Behinderung nach Bildungsmöglichkeiten zu suchen. - Gegenstand der Heilpädagogik ist ferner nicht nur das behinderte Kind, sondern (u.U. auch von Erzieherseite her) beeinträchtigte Erziehungs- und Bildungsverhältnisse.

Aus diesem Aufgabenkreis der Heilpädagogik ergeben sich in bezug auf Umfang und wünschbare Inhalte eines Bildungsbegriffs - und mithin auch für eine künftige Bildungsforschung - eine Reihe von Postulaten. Diese lassen sich unter folgenden Stichworten erläutern:

Ganzheitlichkeit

Der Mensch ist in sämtlichen Fähigkeitsbereichen (Perzeption, Psychomotorik, Kognition, Sprache, Emotionalität, Soziabilität) bildungsbedürftig. - Von heilpädagogischer Seite könnte eine Einengung auf den kognitiven Bereich (Intellekt/Wissenserwerb) nicht akzeptiert werden. Sensibilisierung und sog. "Affektkultur" gehören mit zu einem Bildungsauftrag. Es wird damit eine Allgemeinbildung nicht im Sinne der Polyhistorie, sondern verstanden als Miteinbezug sämtlicher Fähigkeitsbereiche, Bildbarkeits- und Bildungsstufen angestrebt.

Notwendigkeit

Bildung und Erziehung sind für den Menschen von existentieller Notwendigkeit. Bildung ist aus heilpädagogischer Sicht kein Luxus, auf den man notfalls auch verzichten könnte. Für das behinderte Kind ist Bildung ein entscheidender Integrationsweg in die menschliche Gesellschaft. Je stärker eine Behinderung sich auf die Bildungsprozesse auswirkt, umso intensiver und differenzierter sind die Bildungsbemühungen zu gestalten. Jeder Mensch ist bildungs- und erziehungsbedürftig; und fast jedes - auch schwergeschädigte - Kind ist bildbar.

Durchgängigkeit

Bildung ist ein sämtliche Begabungsformen, Bildbarkeitsstufen und Bildungsinstitutionen umfassender Begriff. - Die Heilpädagogik könnte hier eine Einschränkung des Bildungsbegriffs / der Bildungsforschung auf den Bereich der sog. Höheren Bildung nicht akzeptieren. Alle schulischen, vor- und nachschulischen, sonderschulischen und ebenso die ausserschulischen Bildungsbestrebungen müssten Berücksichtigung finden.

Man rechnet etwa mit folgenden Prozentanteilen behinderter schulpflichtiger Kinder, die heilpädagogischer Hilfe bedürfen (vgl. Deutscher Bildungsrat, Stuttgart, 1974):

	%
Blindheit	0,012
Sehbehinderung (Sehschwäche)	0,3
Gehörlosigkeit (Taubstummheit)	0,05
Hörbehinderung (Schwerhörigkeit)	0,3
Geistige Behinderung (Bildungsschwäche, Prakt. Bildbarkeit)	0,6
Lernbehinderung	2,5
Körperbehinderung (einschl. chronische Erkrankungen)	0,3
Sprachbehinderung	0,7
Verhaltensbehinderung	1,0

Je nach dem Stand des Ausbaus und der inneren Differenzierung des Sonderschulwesens sowie der vor- und ausserschulischen heilpädagogischen Bildungseinrichtungen, ist mit 6 bis 12% Kindern und Jugendlichen zu rechnen, die ihren Bildungsweg ganz oder teilweise in spezialpädagogischen Institutionen durchlaufen.

Dialogik

Bildung kann nicht einfach als intrapersonaler Prozess der Selbstausscheidung des Individuums verstanden werden. Bildung vollzieht sich im psycho-sozialen Dialog und wird durch situative und politische Gegebenheiten wesentlich mitbestimmt (gefördert/gehemmt).

Nicht nur durch individuelle Störungen und Mängel bedingte Einschränkungen der Bildungsamkeit (eines Kindes), sondern auch sozietäre Mängel (in der Gesellschaft) und pathogene Faktoren im Bildungswesen sind daher ins Auge zu fassen. Die erzieherisch/bildende Einflussnahme auf das Individuum hat ihre Ergänzung zu finden in systematischer Öffentlichkeitsarbeit und in der Auseinandersetzung mit den Bildungsträgern. Bildungsforschung und Bildungspolitik (und weiter: Sozialpolitik) sind aus dieser Sicht eng aufeinander bezogen und - im Interesse der Effizienz beider - auch nicht voneinander zu trennen.

Permanenz

Bildung ist ein Prozess, der mit der Vorbereitung auf die Geburt eines Kindes einsetzt und im Sinne einer education permanente beim mündigen Menschen in die Selbstverantwortlichkeit übergeht. Bildung ist aus dieser Sicht nicht ein Besitztum, sondern eine Seinsverfassung. Es gibt keinen Zeitpunkt, von dem weg man einen Menschen in einem abschliessenden Sinne als "gebildet" bezeichnen könnte. - Aus heilpädagogischer Sicht müsste man jede Statik, Formalisierung und Kategorisierung von der Art eines Elitarismus etwa oder gemäss bestimmter Bildungsinhalte (gebildet ist, wer einen Lateinmaturausweis besitzt, ins Theater geht, Akademiker oder gar Bildungsforscher ist u.ä.) zurückweisen. Ungebildet ist im heilpädagogischen Sinne der verwahrloste, von seiner Gesellschaft oder den unmittelbar Erziehungsverantwortlichen bezüglich seiner Bildungsbedürftigkeit im Stich gelassene Mensch.

Relevanz

Bildung hat/ist nicht Selbstzweck. Sie weist über sich hinaus auf den Partner, die Gesellschaft hin. Bildung ohne Solidarität wird zu Esoterik, zu elitärer Selbstbespiegelung. Nur die (demokratische) Gesellschaft als Ganzes ist in der Lage, das hohe Ziel zu erreichen, jedem Einzelnen die für ihn optimalen Bildungsmöglichkeiten zu verschaffen. Dies verpflichtet umgekehrt auch den Einzelnen, den erlangten Bildungsgewinn in einer für die Verbesserung der Lebensqualität relevanten Form der Gesellschaft wieder zur Verfügung zu stellen. Die enge Verbindung und gegenseitige Durchdringung von Bildung und (z.B. beruflicher) Ausbildung ist speziell in der Rehabilitationspädagogik - zum Teil in deutlichem Gegensatz zu humanistischen bzw. neuhumanistischen Bildungsvorstellungen - von grundlegender Bedeutung.

Integration

In der neueren Heilpädagogik werden die integrativen Zielsetzungen jeglichen Bildungsgeschehens betont. Bildung soll aufschliessen, zusammenführen, Verständnis nicht nur für Dinge, sondern auch Verständigung untereinander fördern. - Die Sonder- und Spezialprobleme, welche Erziehung und Bildung behinderter Kinder aufwerfen, rechtfertigen keineswegs eine Aussonderung aus einem Bereich "normaler" Bildungsforschung. Behinderte und nichtbehinderte Kinder unterscheiden sich nicht prinzipiell und total voneinander; ihr Kindsein und die damit verbundene Erziehungsbedürftigkeit begründet auch immer wieder Ähnlichkeiten und Verwandtschaften. Die heilpädagogische Frage müsste daher von vorneherein in jede pädagogische, unterrichtliche und bildungspolitische Problemstellung miteinbezogen und mitbedacht werden. Dies würde nicht nur mithelfen, die Heilpädagogik aus ihrem bisweilen problematischen Sonderdasein zu lösen; dieser Miteinbezug heilpädagogischer Fragestellungen würde auch für Pädagogik, Bildungsforschung und Bildungspolitik eine Bereicherung bringen: z.B. in Form einer differenzierteren und vielleicht auch einer realistischen Betrachtungsweise diverser Bildungsprobleme.

LE GROUPE DE TRAVAIL " INTEGRATION" SE PRESENTE

En avril 79, un groupe attaché au Centre d'EDUCATION DIFFERENCIEE de Luxembourg s'est rendu à Florence pour s'informer sur les travaux réalisés dans le domaine de l'intégration du handicapé.

Par des discussions et des visites d'écoles et de centres ambulatoires, le professeur Milani et le psychologue Roser nous ont expliqué les différentes étapes qu'ils ont réalisés depuis 1968 et les problèmes qui restent à résoudre pour consolider l'intégration des handicapés dans tous les domaines de la société italienne.

A notre retour, nous nous sommes organisés en groupe de travail, non pour essayer une intégration du type italien, mais pour les motifs suivants:

- 1) informer les intéressés sur le modèle italien;
- 2) entamer une prise de conscience du problème;
- 3) chercher des possibilités pour une intégration adaptée au système luxembourgeois d'école et de société.

C'est aussi dans ce sens que nous voyons le cycle de conférences du psychologue ROSER le 6 et 7 décembre.

Arbeitskreis "INTEGRATION"

3, allée Drosbach

Howald

Luxembourg, le 14.11.1979

Mesdames, Messieurs,

Le groupe de travail "INTEGRATION" en collaboration avec l'ANCE a le plaisir de vous inviter à une série de conférences données par le psychologue italien L.O. ROSER, qui a joué un rôle important dans le mouvement de l'intégration du handicapé en Italie.

Sont prévues les conférences suivantes:

- jeudi, le 6 décembre à 20.30 heures à l'Athénée Gr-Ducal : Conférence-débat réservée au personnel enseignant et éducatif

ITALIEN, LAND OHNE SONDERSCHULEN

Entwicklung der Integration Behinderter in den italienischen Schulen: gesellschaftliche, therapeutische und pädagogische Voraussetzungen

- vendredi, le 7 décembre à 20.30 heures au Foyer Européen : grande conférence publique
Soziale Integration des Behinderten in der Schule und im Berufsleben